



CLIO. Histoire, femmes et sociétés

Numéro 5 (1997)
Guerres civiles

Sabine FORTINO

De filles en mères. La seconde vague du féminisme et la maternité

Avertissement

Le contenu de ce site relève de la législation française sur la propriété intellectuelle et est la propriété exclusive de l'éditeur.

Les œuvres figurant sur ce site peuvent être consultées et reproduites sur un support papier ou numérique sous réserve qu'elles soient strictement réservées à un usage soit personnel, soit scientifique ou pédagogique excluant toute exploitation commerciale. La reproduction devra obligatoirement mentionner l'éditeur, le nom de la revue, l'auteur et la référence du document.

Toute autre reproduction est interdite sauf accord préalable de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France.



Revues.org est un portail de revues en sciences humaines et sociales développé par le CLEO, Centre pour l'édition électronique ouverte (CNRS, EHESS, UP, UAPV).

Référence électronique

Sabine FORTINO, « De filles en mères. La seconde vague du féminisme et la maternité », *CLIO. Histoire, femmes et sociétés* [En ligne], 5 | 1997, mis en ligne le . URL : <http://clio.revues.org/index421.html>
DOI : en cours d'attribution

Éditeur : Presses universitaires du Mirail
<http://clio.revues.org>
<http://www.revues.org>

Document accessible en ligne à l'adresse suivante : <http://clio.revues.org/index421.html>

Document généré automatiquement le 29 septembre 2009. La pagination ne correspond pas à la pagination de l'édition papier.

Sabine FORTINO

De filles en mères. La seconde vague du féminisme et la maternité

Le mouvement féministe français contemporain (1970-1980), celui-là même qui déclarait que « le privé est politique », s'est peu préoccupé d'éducation et de maternité¹. Du moins, à son apogée (1970-1975). On trouve bien dans la presse de ce mouvement, quelques textes isolés qui font écho à des débats collectifs (limités mais réels) sur ces différents thèmes. Mais ceux-ci ne sauraient dissimuler le silence massif du mouvement féministe - dans ses écrits et ses débats - vis-à-vis des questions d'éducation et de transmission en direction des filles. Néanmoins, et les entretiens réalisés avec des femmes du mouvement en témoignent, des militantes féministes ont expérimenté des pratiques nouvelles envers leurs enfants, animées par la seule conviction que « rien ne devait plus jamais être comme avant ».

L'article fera le point, d'une part, sur les théories de la maternité et sur la critique de l'éducation traditionnelle telles qu'elles furent élaborées par les féministes de la seconde vague. D'autre part, il présentera brièvement les expériences pédagogiques nouvelles que des femmes du mouvement, mères de petites filles ou de petits garçons à cette même période, ont mis en place.

Les raisons et la méthode d'une enquête

Une enquête sociologique a été réalisée en 1991 avec un double objectif théorique : observer les capacités d'un mouvement social à construire, élaborer des valeurs collectives puis à les transmettre à ses militant(e)s et par leur intermédiaire, à l'ensemble de la société ; analyser comment ces valeurs se « déplaçaient » du terrain politique et social vers celui de la famille. A un niveau empirique, la recherche était orientée sur l'étude des processus d'appropriation individuelle de valeurs portées par un collectif - ce qui revenait à observer comment l'individu intégrait des valeurs socio-politiques particulières à sa propre représentation du monde, forgée et construite depuis l'enfance et, partant, comment il donnait vie et corps à ces dernières non seulement dans ses pratiques militantes mais aussi dans les situations de son quotidien.

Le mouvement féministe français contemporain et le thème tout particulier de l'éducation des filles sont vite apparus comme un terrain d'observation pertinent, notamment parce que ce mouvement social est pionnier dans sa démarche visant à dénaturer la famille tout comme les questions touchant à l'intime des personnes². En effet, et la lutte pour la libération de l'avortement et de la contraception en témoigne, ces militantes-là sont « sorties » des thèmes revendicatifs traditionnels de la gauche. Non sans mal³, elles ont su faire accepter l'idée que le champ de la reproduction (famille, corps, maternité, travail domestique...) pouvait être un espace d'exploitation ou d'oppression au même titre que celui de la production (économique, capitaliste). L'espace reproductif pouvait donc également être un terrain de luttes sociales.

Aussi, si « le privé est politique » (ou « est une construction sociale ») et si, de surcroît, cette affirmation constitue un positionnement politique central du mouvement des femmes, on pouvait légitimement poser pour hypothèse que la question de l'éducation, et plus particulièrement celle des filles, serait au coeur des réflexions féministes. Et, pourquoi pas, constituerait le moment privilégié où les pratiques de militantes, de femmes... et de mères pouvaient s'accorder ou se développer de concert.

Pour mener à bien cette recherche, deux catégories de sources ont été utilisées : l'écrit et le discours. La première phase de l'enquête a résidé dans l'étude des publications (journaux, brochures, livres collectifs, revues...) du mouvement des femmes parues entre 1970 et 1980.

L'ensemble des numéros de plus d'une dizaine de revues (ou de petits journaux) a été consulté, et parmi celles-ci : *Les Pétoleuses*, *Le Torchon brûle*, *Sorcières*, *La Revue d'en face*, *Les Cahiers du GRIF*, *Les Cahiers du féminisme*, *Nouvelles questions féministes...* Des brochures du MLAC et des ouvrages collectifs comme *Libération des femmes : années 0*, *Le Livre de l'oppression des femmes*, *Maternité esclave*, *Les Femmes s'entêtent*, *Petites filles en éducation*, *Histoires du MLF*, *Le Programme commun des femmes*, etc. ont également été intégrés à l'analyse.

Cette étude présentait de multiples avantages et notamment celui de mesurer l'intérêt accordé au thème de l'éducation face aux autres thèmes de réflexion et d'action développés par les femmes du mouvement⁴. Sans compter que l'espoir était grand d'y « dénicher » quelques textes proposant, par exemple, une série de propositions pour « une éducation féministe des filles », à la manière des travaux de Madeleine Pelletier (1914).

La seconde phase de l'enquête a consisté en la réalisation d'une quinzaine d'entretiens semi-directifs de recherche auprès de femmes, militantes du mouvement féministe et ayant connu la maternité entre 1968 et 1975 - ces deux dates ayant été choisies parce qu'elles correspondent à l'origine et au début du déclin du mouvement social. Le fait qu'elles aient été mères d'une petite fille ou d'un petit garçon n'a pas été retenu lorsqu'il s'est agi de construire l'échantillon de l'enquête. En revanche, un soin tout particulier a été porté au fait que les différents groupes ou courants de pensée du mouvement soient représentés et sur ce point, l'objectif visé a été atteint au-delà de toutes espérances.

Sachant que toutes les femmes rencontrées ont chacune milité, simultanément ou successivement, dans deux structures au moins, on dénombre pas moins de vingt-quatre groupes représentés parmi l'échantillon. Dresser la liste de ces groupes peut paraître fastidieux mais, pour qui connaît peu ou mal le mouvement féministe, cela permet de le resituer davantage et de saisir ce qu'il fut à sa « grande » époque : un mouvement éclaté certes, mais aussi massif, touffu, riche d'expériences diverses. Ainsi, les femmes rencontrées ont milité, pour le moins, au sein d'un des groupes suivants : « Les Pétoleuses », quatre « Groupes-femmes de quartier » (Paris et Marseille), plusieurs « Groupes de paroles » et deux « Groupes-femmes étudiantes » (mêmes localités), le « Groupe Psychanalyse et Politique » (« Psy et Po »), deux « Commissions-syndicales femmes » de la CFDT (fédération « Finances » et « Éducation Nationale »), le « Groupe de réflexion sur le désir d'enfant », le « Groupe des femmes mariées », le « Groupe du Jeudi », deux comités de rédaction de revue, « l'UFF » (Union des Femmes Françaises), le « MLAC » (Mouvement pour la libération de l'avortement et de la contraception), le « MFPP » (Mouvement français pour le Planning familial), le « GIS » (Groupe Information Santé), deux « Groupes-femmes » d'un parti politique (PSU - Parti socialiste unifié - et LCR - Ligue Communiste Révolutionnaire), le « Groupe de femmes salvadoriennes » et un « Centre de recherche universitaire pour les études féministes ».

Les entretiens se sont déroulés en deux temps : le premier portait essentiellement sur l'engagement militant de ces femmes (la prise de conscience, les raisons de leur militantisme...) et sur la « vie » des groupes auxquels elles ont participé (les débats, les conflits, les actions publiques, l'attitude du groupe face à la présence des enfants de l'une des militantes). Le second volet de l'entretien était consacré aux questions éducatives et relationnelles. Posant par hypothèse que les militantes féministes auraient à cœur de ne pas reproduire les schémas pédagogiques anciens, il semblait important de faire le point avec elles sur tout ce qui, dans l'éducation traditionnelle, fait l'objet d'une pratique sexuellement différenciée très marquée. Elles ont donc été invitées à s'exprimer sur la question des vêtements, du choix des couleurs, des jouets, de la littérature enfantine... sur le type de sorties et de loisirs suggérés à l'enfant, sur le rapport au corps, à l'autonomie...

De la dénonciation à l'éloge : le mouvement féministe face à la maternité

Si l'on devait décrire quelle fut l'attitude du mouvement des femmes à l'égard de la maternité, il faudrait impérativement distinguer trois étapes successives (dont on trouve les échos dans la presse féministe) et qui, parfois se « chevauchent » durant un an ou deux. La première, 1970/1971, est celle de la « Maternité volontaire » ou de la lutte pour la libération de l'avortement. Par un doux euphémisme, on parlera un temps de « maternité volontaire », par exemple dans la revue *Partisans*⁵, pour défendre le droit à l'avortement et à la contraception. L'idée de « volontariat » est donc à entendre dans une seule de ses acceptations : avoir le droit, la possibilité et le choix de ne pas avoir d'enfant quand on ne le désire pas. De fait, c'est aux femmes et à elles seules que le mouvement pense (et on peut le comprendre⁶) lorsqu'il se bat pour l'avortement et non aux nouvelles relations qui pourraient s'instaurer entre la mère et l'enfant si la maternité n'était plus conditionnée par le hasard ou l'obligation. Cela peut paraître une évidence lorsqu'on sait à quel point le droit de choisir et la lutte pour l'avortement sont déterminants dans la constitution du mouvement féministe. Cependant, on pouvait élaborer une toute autre hypothèse, en raison notamment de l'utilisation réitérative d'un certain nombre d'illustrations ou de logo mettant en scène l'enfant comme l'enjeu de la lutte en cours. Sur les couvertures des brochures ou les banderolles de manifestations, on notera l'omniprésence d'un dessin représentant un bébé portant une pancarte sur laquelle est inscrit : « C'est tout de même plus chouette de vivre quand on est désiré » ou cet autre (repris dans *Le Torchon brûle*, n°1) montrant une petite fille pleurant parce qu'elle est « un bébé Ogino » et « qu'elle en a marre d'être une mal aimée » .

En réalité, c'est essentiellement en réponse aux groupes anti-IVG qui se présentent comme les défenseurs de l'enfant à venir, que certaines femmes (rares, il est vrai) vont se situer elles-aussi sur le terrain de l'enfant. Parmi elles, S. de Beauvoir qui à l'occasion du procès de Bobigny (1973) écrira⁷ : « Enfants délaissés, enfants martyrs, enfants abandonnés à l'Assistance Publique : la plupart des délinquants, beaucoup de criminels ont pris la vie par ce triste départ ; ce sont ces déshérités qui se pendent dans nos prisons ; souvent ils finissent leur vie dans des hôpitaux psychiatriques » .

Aussi poignant (démagogique ?) que soit ce passage, il ne doit pas masquer le fait que l'essentiel de son argumentaire en faveur de l'avortement est ailleurs : l'avortement doit être légalisé d'abord parce qu'il accentue les inégalités sociales entre les femmes (les plus fortunées allant avorter dans des conditions optimales de sécurité en Angleterre ou aux Pays-Bas, les plus pauvres n'ayant d'autre choix que le recours aux faiseuses d'anges). Il doit être légalisé ensuite parce que « quand la femme aura obtenu (...) une maîtrise de son corps (...) elle sera disponible pour d'autres luttes. Elle comprendra qu'il lui faudra se battre à la fois pour changer son propre statut et cette société qui le lui impose. Elle se battra. Et j'espère qu'un jour viendra où elle gagnera » ...

Plus sûrement, il faut retenir l'absence quasi générale de réflexion du mouvement sur la maternité non plus subie, mais « volontaire » justement. D'ailleurs, dès 1972, le terme de « maternité volontaire » disparaît des textes et des brochures défendant le droit à l'avortement.

C'est dans un tout autre contexte que les militantes féministes vont reparler de maternité et il convient de préciser que cette réflexion, contrairement à la première, va s'inscrire dans la durée (1970 / 1976).

La deuxième étape, 1970 / 1975, est celle de la théorie de la maternité comme esclavage et voit se développer l'utopie de l'émancipation immédiate des femmes. Une nouvelle fois, les textes publiés en 1970 dans la revue *Partisans* vont donner le ton : la maternité y est analysée comme une fonction sociale qui fait des femmes des « esclaves ». L'univers de la production économique servira ici de modèle explicatif à la situation faite à « la femme-mère ». Tel l'esclave, bâtisseur de pyramides mayas, incas ou égyptiennes, dont la force de travail était utilisée et accaparée sans contre-partie, la « femme mère » exécute le travail domestique à titre gratuit, sans attendre en retour ni reconnaissance sociale ni avantage. Elle est alors « esclave »

parce qu'elle est dépossédée de sa force de travail par l'homme mais aussi parce qu'elle est sous sa dépendance.

Les textes du mouvement qui seront publiés par la suite ne développeront pas tous une semblable analyse mais jusqu'en 1975-1976, il existe un certain consensus des militantes féministes dans le fait de considérer la maternité comme une forme d'esclavage et, à tout le moins, comme un outil fondamental de l'oppression des femmes. Dans un autre registre, c'est-à-dire sans faire de comparaison avec le système productif, il s'agit désormais de s'inscrire en faux face à l'idéologie traditionnelle qui fait de la maternité la raison d'être d'une femme et qui seule lui confère son véritable statut social. Telle est en tout cas la démarche choisie par le collectif de femmes à l'origine de la publication du *Maternité esclave* (1975) : la dénonciation systématique de tout ce qui, dans le quotidien des femmes, fait que la maternité devient le « sacrifice de notre vie à celle des générations futures, (une) muraille de Chine toujours à reconstruire »⁸. Aussi, c'est à une sorte d'inventaire non des joies mais des peines ou des contraintes du rôle maternel que le lecteur ou plutôt la lectrice est convié(e). C'est « un travail écrasant », disent-elles, « on est grignotée, bouffée, sucée, pompée, mangée, vidée, détruite, dévorée... ». Tout y passe et pas seulement le temps passé avec l'enfant, présenté comme un sacrifice : « Il en faut de l'amour, n'est-ce pas, pour accepter de se transformer en machine à soigner, pour renoncer, pendant les années les plus actives, à toute vie personnelle ? ». La grossesse est également dénoncée pour les dommages qu'elle est censée provoquer sur le corps féminin : « Tout enfantement alourdit, distend, meurtrit » affirment-elles.

L'objectif d'une telle démonstration est clairement annoncé : « La seule attitude cohérente quand on a réellement pris conscience de ce que notre société a fait de la maternité est de la refuser ». Cette prise de position n'est pas sans rappeler la « grève des ventres » lancée par Nelly Roussel en 1919⁹. Toutefois, le groupe qui a rédigé *Maternité esclave* n'ira pas jusqu'à défendre ce mot d'ordre jusqu'au bout, considérant quand même « (que) les choses sont loin d'être simples, parce que l'on se refuse alors à une expérience humaine importante ». Aussi, à défaut d'appeler à la grève des ventres, préfère-t-il informer les femmes sur « ce que ça nous coûte d'être mères ».

La même année, à l'occasion de la parution du livre *Les Femmes s'entêtent* (1975), un texte¹⁰ reviendra sur cette question en se montrant plus explicite encore sur l'attitude que les militantes féministes doivent adopter à l'égard du thème de la maternité : « Il ne s'agit pas pour nous de poser comme tactique ni même comme but une grève de la procréation (...) mais d'explicitier suffisamment la menace en mettant l'accent sur la légitimité de ne pas avoir d'enfants ». En décrivant la maternité comme une « menace », il s'agit avant tout pour ces militantes de diffuser un message allant dans le sens d'une dissociation entre le féminin et le maternel ou, plus exactement, de revendiquer pour les femmes un statut social à part entière (« légitime ») en dehors de la maternité.

À ce point de la démonstration, il convient de remarquer qu'à travers cette dénonciation quasi systématique¹¹ de la maternité, se profile l'une des particularités du mouvement féministe français contemporain : **la croyance qu'une émancipation immédiate des femmes est possible. Mieux : qu'elle est en marche** - à ce titre, le titre de la revue *Partisans* est on ne peut plus révélateur de cet état d'esprit : « Libération des femmes : Année 0 » ! La démarche politique adoptée par les groupes de paroles illustre cet état d'esprit. Ces groupes (également appelés « groupes de conscience ») avaient pour but de favoriser l'expression des femmes et la prise de conscience (individuelle et collective) de cette même oppression. Ici, le témoignage des femmes rencontrées est précieux : « Je trouve que tant qu'on n'est pas passé dans un groupe de conscience, on reste dans l'idéologie, on fait pas de démarche intérieure (...) Moi, je pense que tant que les structures mentales ne changeront pas (...) ça n'évoluera pas » dit aujourd'hui Danièle. « Dans le mouvement (...) on engageait tout, on engageait une sorte de révolution des esprits » raconte Marie-Claude. « Mon évolution en tant que féministe (...) a eu des implications sur mon fonctionnement quotidien et des répercussions sur... la façon que

j'avais d'aborder la relation de couple » précise Catherine qui a d'ailleurs divorcé à la même époque.

`Changer les structures mentales', `engager une révolution des esprits', `modifier les rapports hommes / femmes dans le couple'... À les entendre, on se rend bien compte qu'il ne s'agit pas de simples mots d'ordre mais d'un type de conduites et de comportements qu'elles étaient déterminées à adopter ici et maintenant, c'est-à-dire, sans attendre un quelconque « Grand Soir ». En un sens, leur participation aux groupes de parole s'inscrivait déjà dans un processus de libération. Et les prises de position du mouvement à l'égard de la maternité (évoquées plus haut) participent de cette même croyance en une émancipation immédiate des femmes. Action politique et action dans la famille ne seraient alors plus dissociables : si la maternité est un esclavage pour les femmes *et si* on le leur dit, leur montre et démontre, *alors* elles peuvent y échapper. *Et si* elles y échappent *alors* dans une certaine mesure, elle se libèrent parce qu'elles rompent avec l'un des principaux outils ou des principales armes de leur oppression spécifique.

En 1979, deux militantes du mouvement¹² reviendront sur cette notion de « maternité esclave » et tâcheront de l'expliquer en insistant comme on vient de le faire sur le sentiment qui animait les militantes à cette époque - participer à une « révolution des esprits et des corps » en cours : « C'est vrai qu'il fallait, à partir du Mouvement de libération des femmes, faire oeuvre iconoclaste, briser les carcans, brûler les mielleries de la fête des mères, jeter du vitriol sur les idéologies fascistes, pas si lointaines que ça, du `Kinder', `Kirsche', `Küche'... ». Mais une telle utopie n'aurait pas eu un tel impact sur les discours et les pratiques des militantes féministes à l'égard de la maternité si certaines conditions sociologiques, propres à ce milieu, n'avaient pas été réunies. Notons que la composition sociale du mouvement est homogène, notamment en ce qui concerne l'âge des militantes - entre 20 et 30 ans, en moyenne, à la création du mouvement (1970)¹³ - et leur situation familiale : la majorité des militantes de cette époque n'est pas mariée et... **n'a pas d'enfant**. Comme le dit Magali, l'une des femmes rencontrées : « Moi, j'avais un même et à l'époque, c'était pas la mode (...) Le Mouvement s'est réapproprié la maternité vers les années 1976, finalement vers la fin. Mais au départ (1970), la maternité c'était pas le truc des féministes (...) Cinq ans plus tard, toutes les copines en voulaient, elles étaient toutes `gagas' ».

La dernière étape, 1976 / 1980, est celle de la `maternitude'¹⁴. À partir de 1976, c'est un tout autre discours qui émerge et prend résolument à contre-pied le précédent. Finies les descriptions pesantes des dommages corporels causés par la grossesse. Finies les analyses qui ne voient dans l'enfant que la disponibilité qu'il exige de sa mère. Finies aussi celles qui ne parlent de la maternité que sous le registre du travail domestique non rémunéré. Voici venu le temps de l'éloge et du changement d'approche : désormais les textes évoquent centralement tout ce qui touche au sensible, au corporel / charnel, au relationnel et... au plaisir. Sans compter que la place accordée à ce thème dans les publications du mouvement devient tout à fait considérable¹⁵.

Dès 1976, la quasi-totalité d'une revue (le n°3 de *Sorcières* : « Enceintes, porter, accoucher ») lui est consacré. Un an plus tard, c'est au tour des *Cahiers du GRIF* (une publication belge, très lue et discutée en France) de publier un numéro spécial : « Mères / femmes ». Et au même moment, *La revue d'en face* qui vient de se créer, dédit à la maternité une rubrique permanente : « Ma fille et moi ». Toutes les questions qui ont été abordées lors des réflexions sur la « maternité esclave » sont revisitées de fond en comble. Telle la grossesse : « Ce que je trouve très beau dans la grossesse » dit une militante (in *Sorcières*¹⁶), « ce corps qui cesse de se suffire à lui-même et qui devient maison, abri, nourriture ». Une autre lui répond : « Je me trouvais belle enceinte. Je voulais qu'on fasse des photos de mon ventre ». Et cette dernière : « J'ai eu l'impression de toucher quelque chose de très pur, de toucher de la terre, de l'eau (...) Ce qui me semblait important c'était de me sentir mammifère, femelle, animal porteur de mamelles qui va avoir un petit, peut-être même plusieurs... ». Quant à l'enfant, il devient sujet de poèmes en prose : « Enfant de mes entrailles tu m'as fait naître. Force délivrée par ta

naissance, dureté, inexpugnabilité. Décision irrévocable de lutte à mort pour la vie (...) Laissez aux mères et à l'enfant la jouissance incestueuse, rageuse, révolutionnaire »¹⁷.

Dans ce changement d'approche, même le style littéraire se métamorphose - des froides descriptions « sociologiques », on passe à la poésie. On parlait de la maternité comme d'une fonction sociale, on en parle désormais comme d'une expérience humaine, dans ce qu'elle a de plus « naturelle » ou biologique. Mieux : l'expérience de la maternité devient presque un vécu hors du social. Rejetée hier, valorisée voire sacralisée aujourd'hui, des femmes vont jusqu'à déclarer que donner la vie constitue une seconde naissance pour elles. Ce qui, en des termes moins métaphoriques, revient à dire que cette expérience a changé leur façon d'être et leur identité. Une autre grande différence tient au contexte dans lequel cette nouvelle réflexion du mouvement intervient : une période marquée par le reflux de l'agitation sociale de masse. Il y aura bien la grande manifestation de 1979 lors du vote à l'Assemblée Nationale qui devait confirmer la loi Veil de 1975, il n'empêche que le nombre de groupes de femmes existants a profondément diminué. Et si les revues féministes se multiplient à cette même époque, cela ne reflète pas pour autant l'état réel des « forces » du mouvement - dans bon nombre de cas, les comités de rédaction des revues et les groupes militants se confondent. Le mouvement des femmes est en train de perdre ce qui faisait de lui un mouvement social d'ampleur (son implantation dans les quartiers et les universités¹⁸, notamment, régresse).

L'impact de cette nouvelle réflexion sur la maternité est donc à relativiser. Pour l'anecdote, notons que la quasi-totalité des femmes rencontrées avaient déjà quitté le mouvement quand ce discours de la maternité est devenu central. En tant que militantes féministes actives, elles n'auront donc connu que la théorie de la « maternité esclave », une théorie dans laquelle elles ne se reconnaissaient pas. Et l'on peut se demander dans quelle mesure la distance existante entre leur vécu quotidien de mère et la thèse longtemps dominante du mouvement à l'égard de la maternité n'a pas contribué à les éloigner d'un mouvement dans lequel elles se sentaient marginalisées.

Avant de passer au thème plus spécifique de l'éducation, il convient de remarquer que même lorsque les textes évoquent la maternité de manière positive, ce n'est toujours pas de relation mère / enfant dont il est question. C'est encore d'elles dont ces femmes parlent, de ce qu'elles ressentent (et c'est bien naturel) mais surtout de ce que cette expérience change en elles. L'enfant, dans ces nouveaux discours, n'existe que par les sensations qu'involontairement ou presque il a provoqué chez sa mère en naissant.

Un 'Émile' mais toujours pas d'Émilie : l'éducation « féministe » des filles ou l'impensé de ce mouvement social

La réflexion sur l'éducation portée par le mouvement des femmes s'est déroulée en deux étapes bien distinctes : une première période (1970 / 1975) au cours de laquelle ce thème n'est que très faiblement discuté, puis une seconde marquée par un (faible) regain d'intérêt des militantes pour cette question. En revanche, on n'observera pas à propos de l'éducation une opposition théorique aussi marquée que celle occasionnée par le débat sur la maternité. Cette absence d'opposition révèle une moindre théorisation (ou réflexion organisée) de ce thème par les féministes de la seconde vague. Mais pas seulement.

Lorsque l'on consulte les quelques textes du mouvement sur ce sujet, on a souvent la sensation (un peu inconfortable) de lire le journal intime d'une adolescente en révolte contre ses parents. À titre d'exemple parmi tant d'autres, ce texte publié dans le premier numéro du *Torchon Brûlé* et qui commence par ces mots : « Chers parents, vous m'avez tuée dès mon plus jeune âge ; merci mon Dieu. Papa, maman (...) Vous m'avez toujours confinée dans la famille (...) Vous ne m'avez jamais donné la parole. Vous ne m'avez jamais écoutée... »¹⁹. Ou cet autre poème en prose d'une grande violence verbale : « Mère-ma-mort, voici ma vie (...) toi mon bourreau, tapie au fond de moi »²⁰.

Cette démarche intellectuelle, qui prend racine dans le vécu individuel et à partir de ce vécu révèle, reconstruit puis dénonce les fondements généraux de l'oppression des femmes, n'est pas en soi une nouveauté dans le mouvement féministe - la plupart des textes sont composés sur un modèle similaire. F. Picq (1973), qui a tenté de faire l'histoire de ce mouvement, ne dit pas autre chose : « Il n'y a de "savoir" sur l'oppression des femmes que celui du vécu de chacune »²¹. Mais le passage de l'expérience vécue à la théorisation générale ne sera que rarement fait pour ce qui concerne le thème l'éducation. En outre, ces textes-témoignages n'ont rien d'une projection sur l'enfant à naître : quand les femmes écrivent, c'est en tant que « filles de leur mère » et non en tant qu'éducatrices. Elles ne semblent pas davantage se « projeter » dans l'avenir en tâchant d'imaginer quel « genre » de mères elles seront plus tard. C'est vers le passé qu'elles regardent, *leur passé* qu'elles décrivent et dénoncent : « J'ai été nourrie dès le berceau de l'idée que les femmes souffrent et c'est comme ça, c'est la vie (...) Ces malheurs leur viennent des hommes, qui sont des salauds et c'est comme ça la vie, et il n'y a rien à faire... »²².

En fait, jamais elles ne semblent s'identifier au statut social d'éducatrice²³, qui seul leur aurait permis de penser ou d'élaborer un modèle éducatif alternatif au modèle traditionnel. Encore et toujours elles cherchent à comprendre pourquoi leur mère leur a « transmis l'oppression ». Aucune des femmes qui écrivent ne se met en position de briser le cercle de l'assujettissement des femmes. Aucune ne dit, par exemple : « ma mère a fait ça, alors je ferais autrement ». On cherchera donc sans succès une quelconque version « moderne » de « l'éducation féministe des filles » et l'on ne trouvera pas davantage de textes y faisant référence.

Dans son contenu, la critique féministe de l'éducation traditionnelle, telle qu'elle se donne à voir dans les publications du mouvement, pourrait être résumée en quelques lignes. Il s'agit tout d'abord d'une dénonciation en règle du rôle de la mère qui est généralement décrite comme « la courroie de transmission de l'oppression des femmes ». C'est ensuite une mise en accusation de l'orientation normative de l'éducation des petites filles, une éducation pensée et conçue dans un rapport de stricte opposition avec celle des petits garçons. C'est enfin une remise en cause du pouvoir presque absolu que tout parent s'estime être en droit d'exercer sur son enfant. Ce dernier point n'est pas spécifique aux militantes féministes, il a été porté par l'ensemble de la génération de Mai 68 (Fize M., 1990), mais c'est celui qui fait véritablement la différence avec les analyses des pionnières du féminisme, telle S. de Beauvoir.

La question du pouvoir parental mise à part, on est frappé par la grande similitude de ces (rares) analyses avec ce qu'écrivait la philosophe en 1949. Cependant, à lire les féministes de la seconde vague, rien ne permet de penser que cette similitude puisse être attribuée au fait qu'elles aient lu *Le Deuxième sexe* et s'en inspirent sans vergogne (c'est-à-dire, sans jamais citer l'auteur). Tout laisse à penser qu'à partir de leur propre expérience (toujours) et sans vraiment s'en rendre compte, elles « font du S. de Beauvoir » (évidemment pas dans sa dimension philosophique, mais dans la façon qu'a cette auteure d'étudier comment « la femme fait l'apprentissage de sa condition »). Ce qui reviendrait à dire - mais l'on éprouve quelque peine à s'aventurer jusque là, tant ce point peut être sujet à controverses - que d'une génération de féministes à l'autre, la transmission n'a pas eu lieu ou, à tout le moins, n'a pas été revendiquée comme telle²⁴. F. Picq indique pour sa part que le « mouvement naissant ne se connaît pas d'histoire » et ce, dit-elle « par ignorance des luttes passées (...) ou désaveu de filiation »²⁵. En revanche, il ne fait aucun doute pour elle que les militantes du MLF aient lu *Le Deuxième sexe*. Les fondatrices parisiennes ? Certainement et ce, d'autant plus que bon nombre d'entre elles suivaient par exemple les cours de la sociologue Andrée Michel et plus tard (1973), ceux de l'historienne Michelle Perrot, mais les autres ? c'est-à-dire *toutes les autres femmes* qui ont rejoint le mouvement par la suite ? Rien n'est moins sûr. Quoiqu'il en soit, de la lecture à l'appropriation, il y a un pas que toutes n'ont sans doute pas franchi.

Cependant, il ne faudrait pas que l'étude systématique des textes concernant l'éducation induise une erreur d'appréciation sur la place réelle accordée à ce thème au sein des discussions collectives du mouvement. En fait, et les témoignages recueillis par l'enquête en témoignent,

dans les groupes on en parle très peu. *Très peu*, proportionnellement à tous les autres thèmes, mais quand même davantage que dans d'autres mouvements sociaux contemporains au mouvement féministe. *Très peu* ou pas du tout, c'est selon : « Dans le groupe de Fac, y'avait que moi (qui avait un enfant) » dira Jacqueline, « On en a jamais parlé, c'était pas notre truc (...) On parlait de comment on allait débattre à la fac, comment organiser tel ou tel truc... ». Pauline, militante des Pétroleuses, confirme : « Dans mon groupe, j'étais la seule à avoir un enfant (...) On discutait beaucoup du couple, de la liberté qu'on donnait ou pas au conjoint, de la liberté qu'on se donnait à soi-même, de l'homosexualité (...) Comme on avait un journal, fallait l'écrire et puis le vendre donc on discutait de ça aussi » .

Il est clair que le fait qu'elles aient été peu nombreuses à cette époque à être à la fois mères et militantes explique largement le silence du mouvement sur ce thème. Mais la plupart des femmes rencontrées insistent sur un tout autre facteur explicatif : elles disent avoir subi de la part des autres militantes une sorte de mise au ban ou de jugement collectif plus ou moins explicite et violent à leur encontre. Telle Danièle qui souhaitait que son groupe s'exprime sur la maternité et l'éducation, mais dont les propositions en ce sens n'ont jamais été acceptées : « C'est toujours difficile quand vous êtes adhérente d'un mouvement de libération et, quand vous arrivez-là, vous vous rendez compte qu'une partie de vous est interdite dans le lieu où vous pensiez vous libérer. C'est dur ». D'autres femmes, qui ne militaient pas dans le même groupe que Danièle, ont de semblables souvenirs : « Il semblait qu'avoir des enfants était une trahison » raconte Frédérique, « Une trahison majeure pour celles qui croyaient qu'avoir un enfant c'était pactiser avec les hommes. Une tradition sociale... pour celles qui pensaient que c'était un enfermement dans la domesticité et dans les rôles traditionnels (...) Pour avoir un esprit vraiment indépendant, il fallait pas avoir d'enfant ». Frédérique a d'ailleurs tant craint que le fait d'être enceinte soit mal vu par les autres femmes, qu'elle est allée jusqu'à demander « l'absolution » de la « leader » de son groupe. Régine, enfin, se souvient : « Quand j'emmenais (ma fille) en réunion, les autres femmes ne disaient pas un mot. Elles disaient pas : `C'est ta fille ? C'est ton fils ? Comment il s'appelle ?' C'était comme si les gosses n'existaient pas. Ça, c'était très difficile à vivre parce qu'on se sentait rejetée en tant que mère (...) Donc moi, à la fois j'étais ravie d'avoir une fille et il y avait une espèce de... pas de honte, mais j'étais pas conforme au modèle ».

Dans de telles conditions, comment re-penser l'éducation des filles ? Dans les faits, la réflexion n'a pas eu lieu et le collectif n'a pas été en mesure d'influer (ni n'a souhaité y prendre part) sur les pratiques, rendues nécessairement individuelles, des militantes mères de famille. À ce stade de la démonstration, on pourrait légitimement se demander si l'élaboration collective de modèles pédagogiques alternatifs entraînait véritablement dans les « attributions » de ce mouvement social. Était-ce son rôle quand, au même moment, une lutte essentielle pour l'ensemble des femmes (celle pour le droit de choisir) était en train de se dérouler ? Pourtant, ce serait oublier que pour bien d'autres questions (et notamment celles relatives à la sexualité), ce mouvement n'hésitait pas à envisager des contre-modèles. Que penser alors de cet « impensé » du mouvement féministe ? C'est sur ce point que se conclura cet article, non sans un dernier détour par l'exposé des pratiques sociales des militantes à l'égard de leurs enfants.

Mon fils, ma fille et moi : des aberrations provisoires à la mise en acte de grands principes

À défaut de modèle « clé en main », la conviction qu'il fallait tout changer, que plus jamais les petites filles et les petits garçons ne devaient être élevés comme avant, guidait l'action des femmes rencontrées. Mais comment faire ? Il leur fallut improviser et dans ce rôle d'inventeur Lépine d'un genre particulier, il y eut bien quelques ratés ou, comme les femmes rencontrées les désignent, non sans humour : « quelques aberrations provisoires ». La plus importante d'entre elles a consisté à s'inscrire en faux face à tout ce qui est généralement réservé à l'un ou l'autre sexe. Certaines, mères de petites filles, ont prohibé l'achat de poupées (mais elles les ont mises entre les mains de leurs fils), la possession *et* l'utilisation de jupes, de robes et autres souliers vernis. Les garçons aussi ont eu leur lot d'interdits : les armes à feu en plastique et les

petites voitures, offertes aux filles cette fois. Dans le même ordre d'idées, elles ont mis sous clef tous les contes de fées jugés trop sexistes.

Si ces femmes parlent d'aberrations provisoires, c'est bien sûr parce que les enfants n'acceptaient pas toujours (ou alors, un temps, pour faire plaisir à maman) les jouets qu'elles leur offraient et ce, parce qu'ils ne comprenaient pas pourquoi ils ne pouvaient posséder les jouets de leurs copains/copines. De même, l'idée d'une sélection drastique en matière de littérature posait de multiples problèmes : peut-on priver un enfant de la culture générale commune ? Plus sûrement, cette attitude, aussi bien intentionnée soit-elle, entraine en parfaite contradiction avec les valeurs anti-autoritaristes, portées par la révolte de Mai 68, auxquelles ces militantes adhéraient par ailleurs. S'il est interdit d'interdire, comment refuser à l'enfant ce qu'il désire (et ce, même si l'on pense que c'est mieux pour lui) ? Comment lutter en tant qu'individu pour la libération des femmes et se comporter en tant que mère comme un « censeur » domestique ? La contradiction apparaissait d'elle-même. Rappelons également qu'à cette époque, le « politiquement correct » n'était pas un concept auquel les féministes, les Françaises comme les autres, se référaient.

Assez vite en fait, les femmes rencontrées ont adopté un tout autre type de pratiques, plus en accord sans doute avec leur personnalité et leur militantisme - un militantisme certes subversif mais à tendance « libertaire ». Sans compter qu'elles ne souhaitaient pas non plus être « enfermées » dans leur rôle maternel en y consacrant trop de temps et d'investissement. Elles voulaient garder du temps pour elles ou comme le dit Magali : « On voulait pas trop se faire chier avec les mômes ». Ce dernier impératif a rapidement trouvé sa place parmi les grands principes pédagogiques : pour que la femme ne soit pas étouffée par la mère qu'elle est aussi, il faut que rapidement l'enfant acquière une autonomie, qu'il sache se « gérer » seul (jouer seul, sortir seul...). L'autonomie de mouvement et de décision a longtemps été réservée aux hommes, disent les féministes, alors la permettre à sa fille présente un double avantage : le premier est pour la mère et le second pour l'enfant elle-même, pour qu'elle se construise et se vive comme un être indépendant de corps et d'esprit.

Le second principe pédagogique découle immédiatement de celui-là : si l'enfant doit sortir seul, alors il faut l'armer contre la violence sexuelle masculine. Très tôt, donc, est posé le problème de l'inscription des filles à des cours d'arts martiaux pour qu'elles apprennent à se défendre. À défaut, la mère se fixe comme objectif de la former à la vigilance et à l'auto-défense. Cette formation se veut théorique et pratique : « Je lui ai parlé des risques de l'agression très longuement » raconte Mireille, « du coup, je lui avais expliqué que tout homme est un ennemi en puissance (elle rit), qu'il faut jamais faire confiance à un homme *a priori*, parce qu'il est une menace permanente ». Frédérique confirme : « J'ai vraiment essayé de développer en elle une certaine agressivité... je l'ai toujours beaucoup encouragée à développer ses qualités physiques ». Et Jacqueline, plus pragmatique encore, confie : « Je lui ai toujours dit : Si on t'attaque, tu te défends, tu donnes des coups de pied où il faut et de préférence dans les c... si c'est un mec ».

Le troisième grand principe qui a animé ces femmes est plus complexe à formuler. Il part d'une constatation que chacune a expérimenté dans sa famille : la petite fille est traditionnellement peu valorisée. Soit on lui préfère son frère, soit on lui fait comprendre qu'un garçon « c'est toujours mieux » qu'une fille, en valorisant par exemple l'organe sexuel masculin et en maintenant caché celui de la soeur. Il s'agit donc pour les militantes rencontrées d'inverser la tendance, c'est-à-dire de valoriser le féminin sans pour autant élever les garçons dans une infériorisation tout aussi injustifiée à leurs yeux²⁶. Dans cette optique, chacune va inventer une petite méthode et saisir la moindre occasion (très souvent les premières règles) pour faire passer le message. Telle Mireille : « Le jour dit, j'ai acheté un énorme « Castel au chocolat », un grand gâteau super bon (elle rit) Et j'ai dit : `Voilà, c'est pour fêter ton entrée dans le monde des femmes'. On a fait comme si c'était un anniversaire ». Ou encore Frédérique : « C'était surtout dans le bain (...) Je lui disais que son sexe était très beau. Il y avait toute cette poétique

autour du sexe féminin et de sa ressemblance avec un coquillage ». Et Jacqueline, enfin : « Je lui disais que les mecs avaient un zizi dehors et les nanas, un zizi dedans et qu'en plus, les nanas, elles pouvaient faire des enfants (elle rit), ce qui était encore mieux ».

Le dernier grand principe vise à étendre les possibles de chaque sexe là où l'éducation traditionnelle tentait de les restreindre en les compartimentant selon des critères sexuels exclusifs. Dans cette optique, tout est possible ou tout est permis, comme on voudra. Qu'il s'agisse de vêtement, de jeux, de livres, de sorties... ou de comportements (pleurer ou ne pas pleurer, grimper à l'arbre ou ne pas grimper, se battre avec les copains ou ne pas se battre etc.), chaque enfant est encouragé à tout expérimenter puis à agir suivant ses désirs, sans que son appartenance sexuelle n'entre en ligne de compte. Un exemple parmi tant d'autres nous est fourni par Frédérique : « Moi, ce que je voulais, c'est qu'elles aient, autant que possible, le choix. Après si elles décident de ne pas jouer au train électrique, c'est leur problème. Mais le train électrique, ça pouvait être à elles si elles le voulaient ».

L'absence de modèles collectifs alternatifs et de discussions au sein du mouvement féministe a indéniablement pesé sur l'action des mères féministes rencontrées. Elles-mêmes disent avoir vécu le face à face avec l'enfant dans l'enthousiasme mais surtout dans l'angoisse de mal faire. Confrontées aux défis multiples qu'imposait une éducation nouvelle, elles se sont senties seules, isolées voire abandonnées par un mouvement social qui, par bien d'autres aspects, les accompagnait sur le chemin de leur *propre* libération. Cependant, elles ont agi et tenté à leur niveau (strictement individuel, donc) de ne pas reproduire les schémas anciens. Une autre enquête pourrait d'ailleurs faire le point avec les filles et les garçons de féministes sur ce qu'ils ont gardé ou retenu des principes maternels²⁷ et, pourquoi pas, tenter de cerner quels adultes, hommes et femmes, ils sont devenus. Mais dans cette conclusion, il nous faut revenir sur ce qui, dans cet article, a été qualifié « d'impensé du mouvement féministe » - soit le silence de ce mouvement social sur les questions de maternité et d'éducation.

Il va sans dire que les groupes ou les individus anti-féministes y verraient une illustration de la haine des féministes pour l'enfant (ce que certains n'ont pas hésité à faire à propos de l'expérience personnelle de S. de Beauvoir) ou encore, de leur absence de tout sentiment maternel - laquelle absence constitue à leurs yeux la preuve que les militantes féministes ne sont pas de vraies femmes²⁸. Tel n'est évidemment pas notre point de vue. Quant aux discours de la maternité, ils ne signifient pas davantage un retour ou un sursaut d'instinct maternel (ce qui signifierait qu'elles l'avaient perdu un temps, chose à laquelle nous ne pouvons adhérer).

En fait - et l'article a tenté d'en faire la démonstration - des conditions tout à la fois sociologiques, politiques et idéologiques ont contribué à faire de ces différents thèmes une question secondaire face à l'immense tâche que s'était fixée le mouvement des femmes : libérer (ou contribuer à libérer) l'ensemble des femmes de la domination masculine. Il peut sembler curieux, lorsqu'on a 20 ans aujourd'hui, que tant de femmes aient pu croire qu'une aussi belle utopie soit à portée de la main et qu'il était possible, *ici et maintenant*, de faire advenir une nouvelle société - une société juste et sexuellement égalitaire. Mais il faut se replacer dans le contexte des années 1970 pour comprendre que les féministes n'étaient pas plus idéalistes que les autres jeunes gens de leur génération - ou, à tout le moins : que ceux et celles qui s'inscrivaient dans la mouvance de gauche et d'extrême-gauche française²⁹. Jacqueline se rappelle aujourd'hui de l'état d'esprit qui était le sien à cette époque : « Moi, quand j'ai eu cet enfant », dit-elle, « je pensais (...) que c'était la Révolution et tout ça. Et que c'était bien ». La révolution, elles y croyaient et sans doute même davantage (Albistur M., 1977) que les militants révolutionnaires qui sont leurs contemporains, lesquels cherchaient dans chaque agitation ouvrière ou sociale, les signes avant-coureurs, annonciateurs du « Grand soir ». Ne pas attendre, changer (*se changer*) maintenant et partout - telle aurait pu être la devise des féministes de la seconde vague.

Et l'enfant dans tout ça ? Pour celles qui en ont, la question ne se pose pas. Ils sont là et leur présence est plutôt stimulante. Comme le confie Régine : « On avait l'impression qu'on allait

transformer le monde et que (ma fille) entrerait dans un monde différent de celui qu'on avait vécu, que notre mère avait vécu... *qu'on lui ouvrait des choses extraordinaires* ». Pour les autres femmes, il est à peu près certain que nombreuses sont celles qui ont repoussé leurs projets de maternité, non par refus absolu de vivre l'expérience, mais parce que d'une part, dans la plupart des cas, elles étaient jeunes, étudiantes de surcroît (et non salariées) et que la question des enfants ne se posait pas encore pour elles ; et d'autre part, parce qu'elles étaient en train de vivre (ou se percevaient comme tel) un processus de libération personnel et collectif qui passait par d'autres expériences³⁰ que celle de la maternité.

Aussi, quand le mouvement féministe va commencer à refluer - avec son corollaire : la fin des illusions - et quand les jeunes militantes auront vieilli de quelques années, ces deux questions (maternité et éducation) vont émerger presque d'elles-mêmes. Sauf qu'il sera trop tard pour que, toutes ensemble, elles aient véritablement les moyens d'influer encore un peu, mais sous une autre forme - la socialisation directe et la formation des générations futures - sur une société qui aujourd'hui encore divise et hiérarchise les deux sexes.

Bibliographie

ALBISTUR, M.

1977 *Histoire du féminisme français*, Paris, Des femmes.

ASSOCIATION CHOISIR

1973 *Avortement : une loi en procès. L'affaire de Bobigny*, Paris, Gallimard.

DE BEAUVOIR S.

1973 *Avortement : une loi en procès. L'affaire de Bobigny* (Préface), Paris, Gallimard.

DE BEAUVOIR S.

1949 *Le Deuxième sexe*, Paris, Gallimard.

BRISAC G., LAPIERRE C.

1980 « Maternité : inventaire de nos discours », Paris, *La Revue d'en Face* n°8.

COLLECTIF

1970 *Libération des femmes : année 0*, Paris, *Partisans* n°54 / 55.

1972 *Le Livre de l'oppression des femmes*, Paris, Belfond.

1975 *Maternité esclave*, Paris, Union Générale d'Éditions.

1975 *Les Femmes s'entêtent*, Paris, Gallimard.

1976 *Petites filles en éducation*, Paris, *Les Temps modernes* n°358.

1976 *Enceintes, porter, accoucher*, Paris, *Sorcières* n°3.

1977 *Mères, Femmes*, Bruxelles, *Les Cahiers du Griff* n°17 / 18.

DELPHY C.

1982 *Féminisme et recomposition à gauche*, Paris, *Politis* n°1.

DHOQUOIS R.

1989 *Appartenance et exclusion*, Paris, L'Harmattan.

FIZE M.

1990 *La Démocratie familiale*, Paris, Presses de la Renaissance.

FERRAND M.

1989 *Le Féminisme, nos filles et nous*, Aix en Provence, *BIEF* n°20-21.

FORTINO S.

1992 *Féminisme et Contre-projet éducatif ?*, Paris, document ronéotypé.

GIANINI-BELOTTI E.

1974 *Du côté des petites filles*, Paris, Des femmes.

HAMON R., ROTMAN P.

1988 *Génération*, Paris, Seuil.

JENNY J.

1996 *Rapports sociaux de sexe et autres rapports de dominance*, Paris, Les Cahiers du Gedisst n°13.

KNIBIEHLER Y. et FOUQUET C.

1980 *Histoire des mères du Moyen Age à nos jours*, Paris, Montalba.

KOHEN A.

1970 *Une lutte de femmes à propos de la maternité : réflexion et mise en pratique*, Paris, *Partisans* n°54-55.

MANO, Claude et Christine

1975 *La Maternité, fonction sociale*, Paris, « Les femmes s'entêtent » (opus déjà cité).

PICQ F.

1993 *Libération des femmes. Les années-mouvement*, Paris, Seuil.

TRISTAN A., de PISAN A.

1977 *Histoires du MLF*, Paris, Calmann-Lévy.

Notes

1 Ce texte a été présenté une première fois, sous cet intitulé et sous la forme d'une intervention orale, au séminaire d'histoire des femmes (dirigé par F. Thébaud) de l'université Lyon-II. Il a, depuis lors, été longuement discuté avec Yvonne Knibiehler. Qu'elle en soit ici remerciée.

2 Il convient d'insister ici sur le fait que ce questionnement est porté par un mouvement de masse et non par des individus (tels que F. Engels, F. Tristan... ou à un autre niveau S. Freud) aussi éclairés ou 'pionniers' pour leur époque, soient-ils. Ce n'est pas tant la nature des réflexions du mouvement féministe sur ce point qui est profondément novateur mais le fait que celles-ci aient pu constituer la base ou le fondement de plus de cinq années d'agitation sociale.

3 C. Delphy (1992) parle même du rapport entre la gauche et le féminisme comme d'un rapport d'extériorité hérité « *d'un siècle et demi de malentendus* » (p. 27). Selon cette sociologue, c'est même à partir d'une rupture radicale avec l'extrême-gauche française que commence le mouvement féministe. Tout en partageant cette analyse, J. Jenny (1996) rappelle à juste titre que les rapports de classe constituaient pour la gauche des années 70 « *le front de lutte prioritaire et stratégique* ». Les militantes féministes organisées dans les différents partis ont donc dû 'lutter' au sein même de leur organisation pour que les thèmes féministes soient reconnus et défendus. Parfois en vain (ce qui a motivé leur départ de ces mêmes organisations).

4 La presse féministe n'accorde qu'une place extrêmement réduite aux thèmes de la maternité et de l'éducation (Fortino, 1992). En fait, la plupart des publications, articles ou ouvrages collectifs, ont trait à l'avortement (présentation de la méthode Karman, manifestes en faveur de l'IVG, témoignages de femmes qui ont avorté...) à la sexualité (éducation sexuelle, contraception, « plaisir » féminin), à l'image des femmes (journaux féminins, littérature, publicité, cinéma...), au mariage, au corps féminin et à la place des femmes dans les mouvements sociaux.

5 Kohen A., 1970.

6 En 1973, S. de Beauvoir déclarait au procès de Bobigny que l'avortement clandestin en France causait la mort de près de 5000 femmes chaque année (sans compter les dommages corporels graves stérilité, infections... que subissaient les femmes en avortant dans des conditions d'hygiène et de sécurité dramatiques).

7 De Beauvoir, 1973, 11.

8 Collectif, 1975, 13.

9 Nelly Roussel, citée par Y. Knibiehler (1980), a lancé son appel afin d'obtenir une amélioration des conditions de vie des mères et un statut social protégé et revalorisé. On notera qu'elle aussi, à cette époque, dénonçait la maternité comme une « cause d'esclavage, d'humiliation et de misère » des femmes.

10 Mano, Claude et Christine, 1975, 177-178.

11 Dans ce même ouvrage *Les Femmes s'entêtent*, on pourra lire un texte du « groupe de réflexion sur le désir d'enfants » qui le premier pose la question de la maternité autrement que comme un esclavage. On notera que la publication de ce texte a posé des problèmes et nécessité l'arbitrage de S. de Beauvoir (les militantes « tendance maternité esclave » refusant qu'il soit publié).

12 Brisac G., Lapierre C., 1980, 47.

13 Dhoquois, 1989.

14 À l'occasion de la recherche, le terme « maternitude » (inspiré des termes de « féminitude » et de « négritude ») a été créé pour rendre compte de la valorisation extrême de la maternité que l'on rencontre dans les textes du mouvement après 1975. L'attitude des militantes féministes à cet égard paraissait en tout point similaire avec celle adoptée par le mouvement pour les droits civiques des noirs américains lorsque ce dernier avait fait *de l'objet même* de l'oppression un mot d'ordre fort, en forme de pied de nez à tous les racismes (« Black is beautiful ! »). Or,

dès 1980, G. Brisac et C. Lapierre utilisaient déjà ce terme. Rendons donc à ces dernières ce qui leur appartient.

15 Seule la « tendance » des féministes lutte de classe semble résister à ce nouvel engouement pour la maternité. Dans les *Cahiers du féminisme*, par exemple, ou encore dans les brochures des « Commissions-syndicales-femmes », après la lutte pour l'avortement, c'est le thème du droit au travail des femmes, de l'égalité professionnelle, etc. qui devient central. Ces militantes ont d'ailleurs longtemps reproché aux autres tendances du mouvement son manque d'intérêt pour ces questions.

16 L'ensemble des citations de ce paragraphe est issu du texte non signé « De bouche à oreille ». Collectif, Sorcières, 1976, 33-35.

17 Collectif, *Les Femmes s'entêtent*, 1975, 365.

18 En revanche, la période 1976-1981 est marquée par le développement des commissions femmes dans les syndicats.

19 Anonyme, *Le Torchon brûle*, 1970, 4.

20 Anonyme, *Les Femmes s'entêtent*, 1975, 397.

21 Picq F., 1993, 54.

22 Texte anonyme, *Le Livre de l'oppression des femmes*, 1972, 91-92.

23 A une exception près : dans le numéro spécial des *Cahiers du GRIF*, ce sont des femmes, mères à leur tour, qui écrivent. De fait leur regard porte sur trois générations : leurs mères, elles et leurs enfants. Mais rappelons que cette publication est très tardive (1977).

24 Aussi surprenant que cela puisse paraître aujourd'hui, la présence de S. de Beauvoir auprès des militantes féministes des années 1970 n'allait pas de soi pour toutes les femmes. A Tristan et A. de Pisan racontent (in *Histoires du MLF*) que lors des premières assemblées générales du mouvement, certaines refusaient d'accepter le soutien et la participation de la philosophe. Faut-il voir dans cette attitude un « refus d'héritage » de son oeuvre ou plutôt une contestation de sa personne (que certaines refusaient de prendre pour modèle) ? Difficile à dire mais une étude sur cette question apporterait sans nul doute de précieux éclaircissements.

25 Picq F., 1993, 11.

26 Précisons que l'éducation des garçons semblait *dans l'absolu* autrement plus complexe et angoissante pour les mères féministes que celle des filles. Dans l'absolu parce que celles qui ont effectivement eu un petit garçon ne se sont pas trop posé de question : élever l'enfant dans le respect de lui-même et dans celui des femmes ne leur semblait pas incompatible. Les autres ont déclaré que la naissance d'une fille les a rassurées et comblées parce qu'elles craignaient de se comporter en mères « castratrices » ou répressives envers un fils. Pour contrecarrer le machisme culturel ambiant, elles redoutaient (à tort ou à raison) de trop en faire.

27 M. Ferrand, dans son article, « Le féminisme, nos filles et nous » (1989) a d'ailleurs commencé à le faire.

28 Cf. l'ensemble des noms d'oiseaux que l'on a attribué aux militantes féministes dans les années 1970 (et que l'on voit émerger encore aujourd'hui lorsqu'on organise des débats télévisuels, par exemple, sur le féminisme). Sans prétendre nullement en dresser la liste, indiquons plus simplement que toutes ces insultes ont en commun de contester leur identité de femme.

29 Sur cette question, voir l'ouvrage d'Hamon et Rotman *Génération*.

30 Parmi ces expériences, citons bien sûr la participation à un mouvement social, mais aussi : la vie communautaire, l'union libre, l'homosexualité...

Pour citer cet article

Référence électronique

Sabine FORTINO, « De filles en mères. La seconde vague du féminisme et la maternité », *CLIO. Histoire, femmes et sociétés* [En ligne], 5 | 1997, mis en ligne le . URL : <http://clio.revues.org/index421.html>

À propos de l'auteur

Sabine FORTINO

Doctorante en sociologie du travail au Gedisst-CNRS-Iresco. Après s'être longuement intéressée au mouvement féministe français (son histoire, ses rapports sociaux internes, l'influence de ses thèmes dans la société), elle prépare désormais une thèse sur l'évolution des processus de féminisation et de masculinisation des emplois de la fonction publique et des entreprises du secteur public. Elle participe au GDR Mage 'marché du travail et genre' -, est co-responsable du séminaire public de recherche du Gedisst (Groupe d'Études sur la division sociale et sexuelle du travail), a donné des cours à l'université de Paris 7-Diderot en sociologie des rapports sociaux de sexe (un cours intitulé « Femmes et Institutions »). Dernières publications : « La Promotion au cSur des inégalités professionnelles », pp. 103-117, in Les Cahiers du mage, 1/96, mars 1996 ; « Employé(e)s du public, employé(e)s du privé : archétypes des paradoxes actuels de la division sexuelle du travail ? », pp. 77-106, in Les Cahiers du Gedisst, n° 16, novembre 1996.

Droits d'auteur

Propriété intellectuelle

Résumé / Abstract

À partir des principaux résultats d'une recherche sociologique réalisée en 1992, l'auteur montre dans ce texte quelles furent les pratiques et les théories du mouvement féministe français contemporain à l'égard des thèmes de la maternité et de l'éducation. En utilisant deux catégories de sources la presse de ce mouvement social et les témoignages actuels des militantes-, l'auteur conclut à la faible prise en compte de ces deux thèmes par les féministes, un silence qu'elle explique par des raisons tout à la fois sociologiques (le statut social dominant des militantes), historiques (l'absence de transmission d'une génération de féministes à une autre) et idéologiques (la croyance en une libération immédiate des femmes). Puis elle révèle quelques-unes des pratiques pédagogiques que, en dépit d'un tel contexte, des militantes mères de petites filles et de petits garçons ont tenté d'élaborer et de mettre en pratique durant la même période (1970-1980).

Taking as her starting-point the main results of sociological research carried out in 1992, the author presents us in this text with what she considers to be the theories and practices of the feminist movement at that time, regarding maternity and education. Using two distinct categories of source information namely, press coverage of this social movement and actual evidence given by certain militant feminists -, the author concludes that little importance has been attached to these two themes, even by the feminists themselves ; their silence in these matters she explains by sociological (the social status of the militants), historical (the lack of transmission from one generation of feminists to the next) and ideological reasons (the belief in an immediate liberation of women). Then she reveals some of the individual teaching methods which, in spite of the difficult context, certain militant mothers of young boys and girls tried to put into practice during that same period (1970-1980).

Licence portant sur le document : Propriété intellectuelle